



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

généralités

Question au Gouvernement n° 4701

Texte de la question

BILAN DU QUINQUENNAT EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à Mme Marie-Christine Dalloz, pour le groupe Les Républicains.

Mme Marie-Christine Dalloz. Monsieur le ministre des finances, nous sommes à la fin de la session parlementaire, à la veille de l'élection présidentielle et à l'heure des bilans.

Quel est celui de votre quinquennat ? On pourrait le résumer en trois mots : matraquage, échecs et mensonges. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain. – applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. Jean Launay. Tout dans la nuance !

Mme Marie-Christine Dalloz. Matraquage : vous avez augmenté massivement les impôts des ménages. Vous avez renforcé la concentration de l'impôt sur un nombre toujours plus réduit de contribuables. Vous avez mené à l'égard des entreprises une politique instable et incohérente.

À cela s'ajoutent vos échecs. La promesse de l'inversion de la courbe du chômage aura marqué le quinquennat comme un feuilleton dramatique. Au terme de cinq ans de socialisme, alors que la priorité était à l'emploi, on compte 1,1 million de demandeurs d'emploi en plus, dont 551 000 inscrits en catégorie A.

Ce quinquennat restera celui des freins aux entreprises et à l'emploi. Plutôt que de libérer les forces vives, le Gouvernement les a cadenassées.

Mensonges, enfin, sur le niveau des déficits publics, loin de celui de 2012.

M. Jean Launay. Et loin des résultats de 2011 !

Mme Marie-Christine Dalloz. La Cour des comptes adresse d'ailleurs un carton rouge au Gouvernement. Vous avez réussi l'exploit de faire de la France la lanterne rouge en Europe malgré une conjoncture de facteurs exogènes très favorable : baisse des taux d'intérêt et diminution de la contribution française au budget de l'Union européenne.

Le bilan n'est pas bon. Pour preuve, notre pays est toujours placé en procédure de déficit excessif.

Mensonges, encore, sur la dépense publique, qui est loin d'être maîtrisée. La France reste l'un des plus mauvais élèves d'Europe en matière de dépense publique, qui représente 56,8 % de notre PIB en 2015.

Mensonges, toujours, sur la dette abyssale : elle atteindra 2 195 milliards d'euros en 2017, soit une augmentation de 325 milliards pendant votre quinquennat.

Que penser de votre héritage, lourd pour vos successeurs, surtout si l'on prend en compte toutes les promesses électorales non financées ? Est-ce pour ces raisons que le Président Hollande a finalement décidé de renoncer à se représenter ?

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé du budget et des comptes publics.

M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget et des comptes publics. Madame la députée, vous parlez de mensonges et d'explosion de la dette. Ayez l'honnêteté, vous qui êtes assidue à nos débats – pas toujours attentive, mais assidue (*Sourires sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain. – Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains*) – de vous souvenir que, durant le quinquennat précédent, la dette publique a augmenté de 600 milliards...

M. Yves Fromion. Pendant la crise !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. Alors, quand un Gouvernement l'augmente de 300, on peut considérer qu'il a fait mieux ou moins mal – mais en tout cas, c'est la moitié.

Madame la députée, vous parlez de matraquage. Je parlerais plutôt de rattrapage.

Pourquoi ? Vous aviez laissé un déficit de plus de 5 % du PIB. Alors qu'il atteignait près de 150 milliards en 2010, il est aujourd'hui réduit de moitié. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*) La Cour des comptes ne dit pas autre chose.

Mme Claude Greff. menteur !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. Mon inquiétude ne vient pas des excès de vos propos. Il faudrait une heure pour vous répondre. Elle vient surtout de ce que je lis dans les programmes des uns et des autres.

Quand j'entends dire que la dépense publique doit être diminuée de 100 milliards, quand j'entends dire que 500 000 fonctionnaires doivent disparaître – sans toucher à la dépense ni à l'hôpital ni à la justice ni à la sécurité, sans toucher aux collectivités territoriales, je me demande comment feront ces magiciens pour réussir à tenir ces engagements de tribune. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et sur les bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

M. Charles de La Verpillière. Vous voulez parler d'Hamon ?

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. Je vous donne rendez-vous, madame Dalloz. Malgré vos propos excessifs, nous avons tenu chaque année nos objectifs de dépense. Rendez-vous mi-mars pour les résultats du déficit public de l'an dernier ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et sur les bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

Mme Claude Greff. Vous êtes malhonnête et goujat !

Données clés

Auteur : [Mme Marie-Christine Dalloz](#)

Circonscription : Jura (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4701

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Budget et comptes publics

Ministère attributaire : Budget et comptes publics

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [22 février 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [22 février 2017](#)